

## LIMOGES METROPOLE

### EXTRAIT DES PROCES VERBAUX DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE DU 15 FÉVRIER 2024

*L'an deux mille vingt-quatre le jeudi quinze février à dix-huit heures, le conseil communautaire de Limoges Métropole, légalement convoqué le 09 février 2024, par le Président, s'est réuni en séance publique à la Maison de la Région Nouvelle Aquitaine - site de Limoges, sous la présidence de Guillaume GUERIN, Président.*

*Marie-Eve TAYOT, Conseillère communautaire déléguée, désignée au scrutin de l'ouverture de la séance, remplit les fonctions de secrétaire.*

#### **Etaient présents :**

M. Guillaume GUERIN, M. Bernard THALAMY, M. Emile-Roger LOMBERTIE, M. Fabien DOUCET, M. Gilles TOULZA, Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD, M. Jean-Luc BONNET, M. Gaston CHASSAIN, Mme Emilie RABETEAU, M. Pascal ROBERT, M. Philippe JANICOT, M. Vincent LEONIE, M. Claude COMPAIN, Mme Julie LENFANT, Mme Marie-Eve TAYOT, M. François POIRSON, M. Jacques ROUX, M. Marc BIENVENU, Mme Samia RIFFAUD, M. Alexandre PORTHEAULT, M. Claude BRUNAUD, M. Pascal THEILLET, M. Jean-Yves RIGOUT, M. Vincent JALBY, M. Joël GARESTIER, M. Rémy VIROULAUD, M. Ludovic GERAUDIE, M. Serge ROUX, M. Ibrahima DIA, M. Franck DAMAY, Mme Martine BOUCHER, Mme Monique DELPI, M. Laurent LAFAYE, Mme Hélène CUEILLE, Mme Marie LAPLACE, Mme Corinne JUST, M. Gilbert BERNARD, M. Olivier DUCOURTIEUX, M. Jérémy ELDID, M. Jamal FATIMI, Mme Geneviève LEBLANC, Mme Nathalie MEZILLE, M. Matthieu PARNEIX, M. Philippe PAULIAT-DEFAYE, M. Vincent REY, Mme Nadine RIVET, Mme Corinne ROBERT, Mme Sarah TERQUEUX, Mme Patricia VILLARD, Mme Rhabira ZIANI BEY, M. Alain BOURION, Mme Jocelyne LAVERDURE DELHOUME, Mme Valérie MILLON, Mme Nadine BURGAUD, Mme Anne-Marie COIGNOUX

#### **Absents excusés avec délégation de pouvoirs :**

M. Gilles BEGOUT donne pouvoirs à M. Pascal THEILLET  
M. Jean-Marie LAGEDAMONT donne pouvoirs à M. Vincent LEONIE  
Mme Sarah GENTIL donne pouvoirs à Mme Catherine MAUGUIEN-SICARD  
Mme Sylvie ROZETTE donne pouvoirs à M. Guillaume GUERIN  
M. Sébastien LARCHER donne pouvoirs à M. Gilles TOULZA  
Mme Marie-Claude BODEN donne pouvoirs à M. Gaston CHASSAIN  
M. Denis LIMOUSIN donne pouvoirs à Mme Corinne JUST  
M. Vincent BROUSSE donne pouvoirs à Mme Marie-Eve TAYOT  
M. Michel CUBERTAFOND donne pouvoirs à M. Rémy VIROULAUD  
Mme Isabelle DEBOURG donne pouvoirs à M. Emile-Roger LOMBERTIE  
Mme Amandine JULIEN donne pouvoirs à M. Matthieu PARNEIX  
Mme Isabelle MAURY donne pouvoirs à Mme Patricia VILLARD  
M. Thierry MIGUEL donne pouvoirs à M. Olivier DUCOURTIEUX  
M. Laurent OXOBY donne pouvoirs à Mme Rhabira ZIANI BEY  
Mme Gülsen YILDIRIM donne pouvoirs à M. Laurent LAFAYE  
Mme Shérazade ZAITER donne pouvoirs à Mme Nadine RIVET  
Mme Pascale ETIENNE donne pouvoirs à M. Fabien DOUCET

#### **Absents :**

Mme Delphine BOULESTEIX, Mme Nezha NAJIM

### L'ORDRE DU JOUR EST

**Mise en compatibilité suite à déclaration de projet du Plan local d'urbanisme de Limoges – Avis conforme favorable de l'autorité environnementale relatif à la décision de ne pas soumettre la procédure à évaluation environnementale mais à un examen au cas par cas ad hoc**

M. LEONIE Vincent, rapporteur, s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

Une mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de Limoges a été engagée suite aux projets de création d'un Pôle d'échanges multimodal (PEM) et de restructuration du Palais des Sports.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, lorsque la procédure de mise en compatibilité suite à déclaration de projet d'un plan local d'urbanisme n'est pas soumise à une évaluation environnementale de manière obligatoire, il appartient à l'autorité responsable de l'évolution du PLU de décider de soumettre ou non cette procédure à évaluation environnementale de manière volontaire ou le cas échéant, de saisir l'autorité environnementale afin de procéder à un examen au cas par cas dit « ad hoc ».

Au vu des éléments de la présente mise en compatibilité, Limoges Métropole a estimé que cette dernière n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et a donc transmis à l'autorité environnementale un formulaire de cas par cas « ad hoc ».

L'analyse des potentielles incidences du projet a été réalisée, considérant la nature de l'évolution du PLU et la faible sensibilité écologique du secteur concerné. Cette analyse a abouti aux conclusions suivantes :

- la localisation en zone urbaine et la nature des projets induisent que :
  - les potentielles incidences sur l'environnement seront nulles ;
  - les potentielles incidences sur le site NATURA 2000 et les Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) seront minimales ;
  - les incidences sur les milieux aquatiques et humides seront minimales voire nulles ;
  - les incidences sur les milieux naturels seront nulles.
- les évolutions envisagées n'auront pas d'impacts sur le paysage et ne possèdent pas de covisibilités avec les monuments historiques alentours. Les impacts du projet sur le patrimoine et les sites inscrits seront nuls,
- de manière générale, les évolutions amenées par cette procédure ne participeront pas à exposer une nouvelle population à des risques ou nuisances, qu'ils soient anthropiques ou naturels,
- les modifications apportées au PLU n'auront pas d'impacts sur les besoins en adduction d'eau potable et gestion des eaux usées et des eaux pluviales,
- les impacts en termes d'artificialisation des sols seront limités du fait que le site concerné est en zone urbaine.

Au vu de l'absence de potentielles incidences, la mise en compatibilité du PLU a été soumise pour avis à l'autorité environnementale au titre d'un examen au cas par cas.

L'autorité environnementale a suivi l'analyse de Limoges Métropole en estimant que la procédure de mise en compatibilité n'était effectivement pas susceptible d'affecter de manière significative l'environnement et, à ce titre, a rendu un avis conforme favorable le 30 novembre 2023.

La présente délibération fera, conformément à l'article R104-37 du Code de l'urbanisme, l'objet d'un affichage pendant 1 mois à la mairie de Limoges et au siège de Limoges Métropole.

Le conseil communautaire décide :

- de ne pas soumettre la mise en compatibilité du PLU de Limoges à évaluation environnementale, suite à l'avis conforme favorable de l'autorité environnementale rendu le 30 novembre 2023,
- d'autoriser le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

POUR EXTRAIT CONFORME  
Guillaume GUERIN  
Président de Limoges Métropole

Conformément au Code général  
des Collectivités Territoriales  
Formalités de publicité effectuées  
le mercredi 21 février 2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

087-248719312-20240215-DL24\_24718H1-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2024